ARMELLE LEFEBVRE

SÉMANTIQUES ABSOLUTISTES ET COMPARATISME DES DISCOURS POLITIQUES

Essai métahistorique de définition de l'absolutisme

Mon objet est la signification de l'absolutisme, que je me propose d'envisager sous un angle métahistorique, c'est-à-dire sans considérer comme primordiale dans sa définition, le rôle que lui fait traditionnellement jouer l'historiographie, pour laquelle la centralisation absolutiste représente le germe, sinon l'essence, de la souveraineté nationale.

Il va s'agir de questionner l'absolutisme, mais de biais, et moins dans cette existence historiographique si prégnante, que du point de vue de l'histoire de l'outillage mental, qui présuppose une intelligence opératoire, par l'œuvre de laquelle les concepts et idées deviennent de l'activité.

Alain de Libera a écrit, à propos des fameuses condamnations de 1277, cette phrase: »La censure est un opérateur historique, c'est elle qui transforme un énoncé en thèse, elle qui fait passer les discours dans le réel, elle qui porte l'audace des mots dans celle des choses. En somme c'est la condamnation qui donne vie à l'écriture«¹. Comme la censure, l'absolutisme se définit par ce qu'il *empêche* et il peut être compris comme un dispositif sémantique.

Des groupes, des pratiques, savantes notamment, utilisent des idées selon une logique active, et si nous voulons définir l'absolutisme comme principe actif, comme modèle d'action, nous dirons qu'il s'est développé en fonction d'un environnement dans lequel la *comparaison* entre les entités politiques, était la *condition sine qua non* de la *conception de l'État*. Cet environnement (hostile) de l'absolutisme, c'est l'*humanisme juridique* du XVI^e siècle. Notre hypothèse est que l'absolutisme vise à détruire cette condition intellectuelle et conceptuelle – dont nous avons quasiment oublié jusqu'à l'existence – en établissant l'incommensurabilité essentielle de chaque entité politique, sa singularité irréductible. Ce qui bouleverse, et le rapport des entités entre elles, et la conception de l'État. Dans cette hypothèse, l'absolutisme, qui équivaut à l'impossibilité de soumettre des entités étatiques différentes à un même concept d'État, prend d'abord un sens méthodologique. Sa fonction est de passer d'une méthodologie à une autre, d'un *usage de l'écrit* à un autre.

¹ Alain DE LIBERA, *Penser au Moyen Âge*, Paris 1991, p. 193.

I. De l'approche philologique à l'approche diplomatique

Dans la méthodologie de *l'humanisme juridique*, les matériaux amassés dans les cabinets des chancelleries, les traités, les lois, les constitutions anciennes, ont comme principal intérêt de servir de support à une compréhension de l'histoire, à l'intelligence de l'évolution des institutions. À travers cette histoire minutieusement reconstruite (dans une tension typiquement humaniste entre restitution de l'origine altérée et conscience des transformations, des ré-appropriations et réadaptations), l'usage philologique des écrits a conçu la possibilité d'user de ceux-ci comme d'un socle historique sur lequel reposerait le *droit du royaume tout entier*, et dont on envisage même la codification comme la tâche savante par excellence, dans laquelle s'investiraient les services des élites du royaume. C'est là la suite de l'humanisme et de son projet de réforme. Cette méthodologie, que le *mos gallicus* a illustrée en poursuivant les travaux de critique² de Politien, atteint sa pleine autonomie dans les travaux anti-romanistes de Du Moulin, et dans l'œuvre juridico-politique de François Hotman, qui théorise la notion d'État comme concept intermédiaire entre l'histoire et le droit.

La méthodologie *diplomatique*, en revanche, prend en compte ce qu'elle appelle des «titres», pour eux-mêmes; elle se centre autour de ces *Trésors*, dont la valeur a été mise en évidence par le travail de Jean Du Tillet (qui de secrétaire du roi François I^{er}, puis greffier en chef du Parlement de Paris en 1559, devint l'historien de son institution et eut, le premier, accès au trésor des Chartres et la charge de garde du Trésor). Pour cette méthodologie diplomatique, chaque terme d'un texte est reconnu comme entièrement autonome par rapport à la situation concrète que le texte enregistre; la véritable situation de référence est celle dans laquelle le texte lui-même est produit, c'est-à-dire l'entente finale entre les rédacteurs que consacre précisément le texte; on ne considère pas que les «titres» indiquent quoi que ce soit en dehors d'une telle situation diplomatique (au sens où elle donne lieu à des «actes» qui les enregistrent, à des «diplômes»), même si ce dernier est le produit d'un rapport de

² Sur la «critique», cf. l'ouvrage de Jean JEHASSE, *La renaissance de la critique. L'essor de l'humanisme érudit de 1560 à 1614* (Bibliothèque littéraire de la Renaissance, série 3, 51), Paris ²2002, qui rappelle les propos de Gaspar Schoppius dans *De arte critica* (1597): «Une nouvelle façon d'écrire apparaît vers 1565» (p. XXIII); Scaliger a, selon Jehasse, fait beaucoup dans sa correspondance pour diffuser la notion de critique; à ses yeux, s'appuyant «sur le raisonnement analogique et la comparaison», elle est pratiquement un genre divinatoire «capable à elle seule de restituer la tradition authentique de la médecine et celle de l'astronomie». Peu à peu cependant *elle change*: «descriptive, classificatrice et normative, elle collationne des exemples pour donner à voir, à imiter, à surpasser. Son objectif n'est plus la récupération totale de la Tradition, mais le champ des sciences humaines à explorer méthodiquement», *ibid.*, p. XXIV.

force. C'est un tel processus d'abstraction symbolique qui permet au titre de valoir à nouveau dans une revendication, dans la mesure où il est décontextualisé. Le *titre* mis en avant, peut alors se pérenniser dans des négociations qui sont elles-mêmes également des *situations diplomatiques*.

Ce qui en fait des méthodologies et non de simples méthodes, c'est qu'elles participent chacune d'un contexte plus vaste d'organisation des sciences. Dans la deuxième méthodologie, dont l'abolition de la comparaison va permettre le progrès, l'histoire n'est plus le socle du concept d'État; elle est plutôt la discipline auxiliaire qui restitue les *situations diplomatiques* dans lesquelles on écrit les traités.

Il y aurait donc, si l'on suit cette idée d'une rupture entre deux méthodologies des sciences et des arts, deux usages de l'écrit, deux socles différents pour l'État et deux conceptions du *droit public* et de son établissement.

Alors que la première tend vers le *droit du royaume*, la deuxième fonde les *droits du roi* (significativement, le pluriel *droits*, qui désignait précisément la pluralité des droits historiques et locaux, sera ramené à la seule personne royale). Ainsi, sans qu'il s'agisse d'une opposition radicale, puisqu'en fait la deuxième hérite de la première, il y a un détournement.

La première fait des traités et alliances le matériau d'une analyse des conceptions du pouvoir politique et, en somme, de l'intelligence de l'évolution historique, et ce dans le but, affirmé avec de plus en plus de force, de saisir la *logique* permettant d'unifier, par une *codification*, les droits. La seconde en revanche fait un usage intransitif des matériaux, et plutôt que de s'orienter vers la *codification* elle s'axe autour de la *négociation*. Ces perspectives méthodologiques s'ouvrent donc sur des modèles d'action sociale bien distincts. S'il ne disparaît pas totalement – et nous allons en aborder plus loin les motifs – l'effort de codification tend à périlcliter et à s'étioler alors que la négociation, ses méthodes, ses outils, feront désormais l'objet de tous les soins. D'où une complémentarité nouvelle et très active, une véritable connivence entre histoire et diplomatie; cette complicité³ est typique de *l'humanisme tardif*, et de cet «imaginaire litigieux» qui constitue, comme le souligne Orest

³ Il est difficile de ne pas éprouver un certain malaise en taxant de lettrés humanistes certains de ces juristes dont le principal usage des belles lettres sera la fabrication de preuves de possessions, pompeusement appelées «droits». Pour prendre un exemple éloquent, dans une lettre du 28 décembre 1624, le fameux érudit Peiresc écrit à Dupuy, commissionné par le roi: *J'ay reçu une depesche de votre frère qui me donne avis de votre commission en Lorraine avec Mr Le Bret pour les limites. En quoy je ne doute point que vous rendrez de tres grands et signalez services au roy. Je me dist que vous aviez opinion que les papiers que j'avais eu de St Mansuy il y eust chose qui vous peust servir en cette commission, mais je ne le pense pas car ce sont choses qui ne regardent que le bien de l'abbaye, où les regnes de nos roys ne sont poinct mentionnez ains au contraire ceux des empereurs*, Lettres de Peiresc aux frères Dupuy, vol. 1, décembre 1617–décembre 1628, publiées par Philippe TAMIZEY DE LARROQUE, Paris 1888, p. 53–54.

Ranum, non sans quelque ironie, le fonde ment juridique »absolu« de cet »État de droit« qu'est la *monarchie française*⁴.

II. Exil des publicistes, perte du droit public

Comment l'absolutisme assure-t-il cette fonction de passage d'un usage à un autre de *l'écrit*? Quels sont les facteurs de ce passage? Il est clair qu'il y a un aspect social non négligeable, c'est que les professionnels du droit formés à l'humanisme à l'université de Bourges et sensibles dès le départ aux questions de réforme, furent littéralement investis par les positions partisans confessionnelles; ainsi donc, l'élan »national« à travers lequel avait été conçu le rêve de l'unification du droit et de sa codification, se trouva-t-il aux prises avec tout cet impact de la réforme religieuse sur le lieu même du savoir – l'université: il s'est effondré sur lui-même après une brève flambée entretenue par la pression des factions; il a été littéralement balayé par plusieurs vagues successives qui toutes relèvent des poussées constitutives du grand courant absolutiste. En premier lieu s'effectue ce que Vossler ou Renaudet nomment le »divorce« entre Réforme et Renaissance. Avec les troubles, enfin, une large part des grands juristes, huguenots, est exilée ou se réfugie, qui à Genève, qui en Allemagne. En France, le courant »national« perd de sa charge et de sa portée après la disparition de la composante intégrale du *mos gallicus*, représentant une liaison unique entre les deux pôles du comparatisme et de la perspective de type »national«.

À partir de ce moment, l'élan du »droit public« et de la *nation* dans la méthodologie humaniste est canalisé vers les »droits du roi« cette expression à la pluralité empruntée à ce qui est nié par elle (à savoir les droits historiques, autres par définition que *celui* du roi, au moment même où celui-ci veut absorber ceux-là).

⁴ Dans un texte diffusé sur Internet »Les Hommes: La Bibliothèque du Roi, Foyer de la République des Lettres?«. Ce texte reprend une intervention informelle au séminaire de Marc Fumarioli sur la République des lettres au Collège de France en mars 1999: http://www.ranumspat.com/republic_letters.html.

III. Déstructuration théorique

Il y a, parallèlement à cet aspect socioprofessionnel qui tient aux mutations de la structure des élites en France, un aspect proprement conceptuel et sémantique.

Entre 1560 et 1580 en effet, se déroule une bataille sémantique acharnée dont le concept d'État constitue un point nodal. Un repérage lexicographique autour du terme »État« au cours de cette période atteste de son amphibologie. On ne peut manquer de s'étonner devant le nombre de contextes qui multiplient les emplois, qui désorientent le lecteur, même familiarisé avec ce type de textes, et rendent l'interprétation malaisée. On trouve ainsi d'innombrables expressions telles que *recevoir l'estat en un autre estat* ou *ce qui relevait de l'estat se traitait en ces assemblées d'estats*, etc.

Une lexicographie sommaire renverrait à des significations bien hétérogènes, mais perdrait la spécificité du texte, qui réside précisément dans la tension lexicale et sémantique dont la création était visée par les auteurs. Dans cette période d'intense redéfinition des concepts, tout emploi du vocabulaire politique est polémique, et cette polémique est constitutive de la sémantique politique.

On ne peut donc affirmer sans parti pris que ces divers emplois du terme »État« relèvent de structures homonymiques plutôt que synonymiques. Ce qui le montre bien, c'est que l'ouvrage de Matteo Zampini sur les »Estats de France« commence par une mise au point concernant les emplois d'*Estats*: une *Déclaration de ce mot, Estatz*, dont voici le texte *Entre plusieurs auteurs ce nom ESTATS, a diverses significations, desquelles il n'est pas besoin de parler, y en ayant deux seules entre les Politiques & les Jurisconsultes, desquelles nous devons traicter, l'une qui faict apparoir le chef & la suprême puissance du Royaume, l'autre les membres & le corps d'iceluy*⁵.

Ce que définit Zampini, c'est ce qui sera désormais admis, à savoir la réduction d'une diversité (présupposant une sorte de communauté au sein du champ), à deux sens, irréductibles entre eux, du terme d'*Estat*: *La premiere signification est receüe en France & en tous Royaumes, & partant on dict affaires d'Estats, tout ce qui appartient au Roy, & au Royaume, & Conseil d'Estatz ceux ou tels affaires se traictent [...]. L'autre est aussi communément receüe, & en France, quant sous ce nom d'Estats, on entend tous ceux qui par la mesme qualité, qui les font dissemblables des autres, sont compris en un même ordre [...]. Doncques si nous suyons la premiere demonstration de ce nom, l'Estat est la suprême puissance du Royaume de France, la Monarchie, le Royaume, finalement le Roy mesme qui en est chef, & auquel reside la puissance suprême & la Monarchie. Et de cest Estat ce sera assez parlé, veu qu'entre gens de sain entendement, touchant ce, il ne s'en peut mouvoir aucun*

⁵ Matteo ZAMPINI, *Des Estats de France et de leur puissance*, Paris 1588, p. 3-4 (les versions latines et italiennes datent de 1578).

*doute. En la seconde signification, les Estats ne sont autre chose, que les ordres, auxquels toutes les personnes du Royaume sont comprins, qui pour leur diverse qualité sont distincts & separez en divers membres, faisant le corps parfait de ce Royaume*⁶.

La force de Zampini repose sur un procédé d'une grande efficacité, comme l'a bien vu Raybaud; il »répète inlassablement des idées simples, qui sont des vrais mots d'ordre, appuyés sur des exemples historiques, en apparence incontestables, et qui se gravent bien dans les esprits»⁷.

Pour saisir le dispositif sémantique absolutiste, il faut donc prendre au sérieux ce combat autour du terme d'*Estat* et tenter de voir quelle pouvait être la thèse inverse, celle qui trouvait une structure conceptuelle commune à des réalités que nous avons appris à séparer. Faisons donc retour sur ce premier concept d'État n'empruntant rien à la théorie de la souveraineté.

En même temps que la structure du terme d'*Estat* s'ouvrait à la multiplicité en tant que structure synonymique, avait lieu un mouvement de détermination sémantique qui a été remarqué par les lexicologues⁸. Au cours de cette période, bien que son champ onomasiologique soit vaste et diversifié (c'est-à-dire qu'il est lié à de nombreuses réalités puisqu'il désigne à la fois les *ordres* qui incorporent les *sujets*, leurs diverses *conditions*, les *assemblées* de ces ordres, et la *forme politique* des entités sociales), le terme d'*Estat(s)/estat(s)* se définit, se précise. Le concept qui s'applique à toutes ces réalités et qui les unifie en une forme unique, émerge.

Certains auteurs utilisent très précisément le terme comme un synonyme de »république«, associée à un contexte historique; Hotman parle de l'énigme de *l'ancien estat de la Gaule*, ou de *l'Estat de la Gaule universelle* dans un contexte de définition de ce qu'a été la chose politique, par opposition à l'histoire des mœurs et à la matière purement juridique enseignée par les universités. Il est à noter d'ailleurs que l'ouvrage de Zampini se veut une réponse aux thèses d'Hotman.

Or, comme l'a remarqué Michel Glatigny dans son étude lexicologique comparée d'Hotman et de Bodin⁹, des stratégies sémantiques et lexicales opposées aboutissent à désigner des *réalités* différentes. Si Bodin utilise systématiquement le vocable d'*estats* indistinctement, pour toutes les assemblées *qui se tiennent* – qu'il s'agisse de celles de Catalogne, de l'Empire ou de France –

⁶ Ibid., p. 4–5.

⁷ Léon-Pierre RAYBAUD, *La royauté d'après les œuvres de M. Zampini*, dans: *Le prince dans la France des 16^e et 17^e siècles*, Paris 1965, p. 170.

⁸ C'est alors que le terme d'État remplace ceux de *respublica* ou *chose publique*; cf. Jean-Pierre BRANCOURT, *Des »estats« à l'État: évolution d'un mot*, dans: *Archives de philosophie du droit* 21 (1976), p. 39–54.

⁹ Michel GLATIGNY, »Prince« et »Peuple« dans »la Republique« et dans la »Gaule françoise« – Étude lexicologique, dans: Jean Bodin. *Actes du colloque interdisciplinaire d'Angers*, Angers 1985, vol. 1, p. 157–170.

c'est que le pluriel *estats* permet de réduire toutes les assemblées représentatives d'Europe à un seul type ou plus exactement une force, celle qui s'oppose à la monarchie dans le combat pour l'État, lequel ne peut aboutir qu'à la victoire d'un principe unique, par lequel »l'État« mérite enfin de perdre intégralement son statut pluriel puisqu'il devient *le lieu* d'une des trois formes d'*estat*.

Hotman emploie rarement en revanche, le terme d'*estats* au sens générique d'*assemblée*. Il utilise les appellations propres à ces assemblées: »Diète«, »États Généraux«, »Champs de Mars«, afin notamment de souligner leur importance politique; pour lui ces assemblées d'*estats* ne sont pas seulement représentatives de l'aristocratie ou de la démocratie mais aussi de la monarchie: les *états* ne sont pas une force opposée à la monarchie – pour la bonne raison qu'ils la comprennent – mais le résultat d'un accord par lequel les trois *estats* de monarchie, république et aristocratie, seront représentés dans un *gouvernement politique*.

IV. Modèle H et modèle B

Pour faciliter la suite de la démonstration, nous allons recourir à une modélisation qui permettra de radicaliser les analyses de Glatigny selon lesquelles des stratégies sémantiques et lexicales opposées aboutissent à désigner en les constituant des *réalités* différentes et de répondre à l'objectif de cet article, qui est de mettre en évidence le dispositif absolutiste en tant que censure du comparatisme, mais qui est aussi de définir l'absolutisme.

Le *modèle H* illustrera l'humanisme juridique, tel qu'il s'est radicalisé dans l'œuvre antiromaniste et politique d'Hotman (que viennent renforcer certains textes »monarchomaques«¹⁰). Le *modèle B* illustrera le détournement de l'humanisme juridique opéré dans l'œuvre majeure de Bodin, la »République« et dont s'inspirera la science diplomatique. Ces modèles s'opposent autour de la question du *droit public* et de son domaine.

¹⁰ Le rôle marginal accordé aux »monarchomaques« ainsi que les a surnommés le »monarchomane« Barclay est incompatible avec notre hypothèse, car ils apparaissent comme les premiers et les véritables promoteurs du concept d'État et de son emploi en France et sont au cœur des dispositifs, comme le montre BRANCOURT, Des »estats« à l'État.

V. Local et global

Dans le fameux traité signé »Estienne Junius Brutus« (qui est une réponse aux conclusions que Zampini tire de son »Histoire des Estats«) fleurissent des syntagmes comme celui d'*Empires & Estats publics d'aujourd'huy*. L'auteur, à ce jour non identifié, s'inspire d'un *droit* qui, dit-il, *est aujourd'huy pratiqué en tous Estats publics*¹¹. Le droit auquel il fait référence, c'est l'exemple de l'Allemagne qui l'illustre, où l'Empereur *vassal de l'Empire comme les rois de leurs royaumes*¹² promet, avant d'être élu, de ne rien aliéner de l'Empire, comme l'affirme également Théodore de Bèze, qui renchérit sur l'ancienne et vénérable notoriété de ce *droit* à propos de l'*autorité* de l'assemblée des sept Électeurs de l'Empire, qui a le pouvoir de déposer l'Empereur astreint au serment. Au contraire, affirme Bodin, pour qui ce mot *aujourd'huy* prend un autre sens: la *capitulation* de Charles Quint, qui est la vraie source de ce *droit*, n'a pas cinquante ans d'âge!

Deux interprétations se heurtent donc: soit ce droit *d'aujourd'huy* est récent, propre à chaque société et même produit de rapports de forces locaux, soit il est universel. C'est là qu'on touche véritablement du doigt la polarité entre comparatisme et absolutisme: soit il y a comparaison, c'est-à-dire *commensurabilité*, et l'État ou les États reconnaissent une *mesure commune* (qui est une forme particulière de *ratio status* – n'oublions pas que *droit* et *raison* ont le même champ sémantique comme nous l'a appris le grand lexicologue romainiste Henri Vernay¹³) soit il y a indépendance (ce qui interdit naturellement toute commensurabilité).

L'opposition monarchiste à la comparaison est clairement exprimée par Guillaume de la Perrière dans le »Miroir politique« qu'il publie en 1567. Il insiste sur le fait que la comparaison entre *les éphores lacédémoniens* et *les parlements* a quelque fondement, mais qu'elle ne peut être menée que jusqu'à un certain point, et certes pas jusqu'aux droits politiques: elle *cloche*, dit-il, *de ce pied*¹⁴. Machiavel est clairement visé, et on lui reproche notamment d'avoir dit que *les rois de France ont abandonné sans réserve la justice à la cour*. L'association entre comparaison et conceptions de la *république mixte* fait bien partie du dispositif.

¹¹ De la puissance légitime du prince sur le peuple et du peuple sur le prince, par »Estienne Junius Brutus«, s.l. 1581, p. 169.

¹² Théodore DE BÈZE, Du droit des magistrats sur leurs sujets..., dans: Mémoires de l'Etat de France sous Charles IX, vol. II, Paris 1579, p. 350–377, ici p. 370.

¹³ Henri VERNAY, Les divers sens du mot raison, autour de l'œuvre de Marguerite d'Angoulême, Reine de Navarre (1492–1549), Heidelberg 1962.

¹⁴ Guillaume DE LA PERRIÈRE, Miroir politique, Paris 1567, p. 7. À ce propos, voir Georges WEILL, Les théories sur le pouvoir royal en France pendant les guerres de religion, Paris 1891.

Notre hypothèse, telle qu'elle se précise à ce stade, est que la comparaison est attaquée davantage pour elle-même et ce qu'elle implique que pour ses contenus. Dans cette bataille sémantique où se joue un »transfert du vocabulaire des sociétés d'ordres à l'État moderne« on vise fondamentalement un mode *comparatiste* d'administration de la preuve. Ce *cadre comparatiste* de la théorie politique était l'expression globale de plusieurs facteurs comme la circulation des idées et la communauté de langages et de tradition, mais était lié à la méthode humaniste.

Les idées étaient systématiquement réutilisées et appliquées hors de leur espace d'origine, éparpillant comme des escarbilles leurs interrogations. La tradition européenne du droit, avec sa langue, ses méthodes, décrit les différentes sociétés à l'aide d'un même appareil, issu de la science civile. Comparer les diverses institutions entre elles ou avec celles du passé fait partie de l'outillage mental de l'époque. Il y a également un bien commun ambigu, le droit romain, à partir de la restitution duquel on espère déduire les différentes traditions »nationales«. Tel est le sens de l'anti-romanisme de Du Moulin ou d'Hotman. Comme un »carbone 14« institutionnel et historique, le cadre comparatiste opératoire de l'humanisme juridique permet de renvoyer à des contextes historiques en relevant les altérations et les corruptions du texte antique.

Dans ce contexte, la notion de *république mixte* est constitutive du cadre: le dispositif comparatif offre non seulement la possibilité de mesurer les doses de chacun des *estats* (*monarchie*, *aristocratie* et *démocratie*) au sein des entités concrètes, mais de concevoir comment ces catégories s'appliquent concrètement. Chaque forme au lieu d'incarner un pouvoir, est représentée dans l'assemblée. Le dosage est ainsi l'expression de la prédicabilité des catégories politiques; pour le mesurer, il faut comparer.

VI. Souveraineté et confédération

La force du modèle B est de réorienter le *droit public* vers l'extérieur ou si l'on préfère, d'introduire de l'extériorité dans le *droit public*. Dans le modèle H, l'État se définit à partir d'un *droit public* que l'on conçoit comme un système des droits historiques (privilèges, droits locaux, etc.); de cette manière le *droit public* est coextensif à l'État.

Dans le modèle B, l'État se définit bien différemment comme l'entité à laquelle se rapporte le *droit public*, conçu comme relation entre des *acteurs* qui sont les *souverains*. Chez Bodin en effet, le *droit public* est exclusif des sujets, et ne correspond qu'aux relations entre étrangers (soit alliés, soit ennemis, soit neutres).

Les *non-sujets*, comme le dit, le premier, Bodin, sont soit *alliés*, soit *ennemis*, soit *neutres*¹⁵ et ces relations composent des *situations* du *droit public*. Les sujets n'ont donc pas entre eux de relations relevant du *droit public* car celui-ci relève du droit du supérieur, sauf dans les aristocraties toutefois, où les grandes maisons ont tant d'importance pour l'État que les pactes de familles sont tolérés, comme nécessaires au bien public.

Il n'en est pas de même dans les conceptions qui considèrent non seulement que le droit d'alliance peut exister à l'intérieur de l'État, mais qu'il est au fondement théorique de l'État. Hotman, pour qui le droit romain est totalement coupé des réalités politiques ultérieures à l'État romain, expose dans la *Franco-gallia* que l'*ancien estat de la Gaule* fut le produit d'un *accord* de cités, de peuples, réglant leurs affaires lors d'une assemblée annuelle se composant des représentants des *trois estats*, à savoir celui de monarchie, celui d'aristocratie et celui de démocratie. Dans ce cas le *droit public* constitutif de l'État n'est pas fondé sur la distinction (romaine) entre étrangers et sujets, mais sur l'alliance, la communauté telle qu'elle est exprimée dans le droit plus tardif des fiefs.

L'historiographie, complice du vocabulaire absolutiste qui valorise l'État-nation comme sujet de l'histoire, peine à admettre que la vision de l'État peut diverger de son credo; pourtant, de Jacques-Auguste de Thou à Jean-Jacques Rousseau, en passant par l'abbé de Saint-Pierre, nombreux sont ceux qui n'adhéreront pas à l'exclusion mutuelle de la *souveraineté* et de la *confédération*, et se rattacheront clairement au modèle H.

Alors que ce dernier tendait à réunir le vocabulaire des alliances, des confédérations et des ligues à celui des assemblées, et de le rapprocher ainsi de celui de l'État, la théorie de la souveraineté du modèle B impose un ordre, des frontières, comme nous l'avons évoqué plus haut: le *sujet* est sujet du souverain, non plus du droit.

À ce niveau, l'absolutisme se laisse saisir, toujours en polarité avec la comparaison, sous un autre aspect: le passage d'une perspective juridique à une perspective souverainiste s'articule sur la naissance ou la reformulation des relations externes. Il va s'agir d'élaborer les prérogatives d'entités individuelles abstraites, indépendamment de leur régime juridique ou politique, de leurs ins-

¹⁵ *Les Princes Souverains qui au traicté d'alliance recognoissent plus grand que soy, ne sont point leur subjects. Je ne doute point dit la loy, que les alliés, et autres peuples usans de leur liberté, ne nous soyent estrangiers*, écrit d'abord Bodin, se fondant sur les Pandectes, et de préciser, en une formule d'une importance à notre avis aussi décisive que méconnue pour l'intelligibilité du droit public: *Tous les autres, qui ne sont ni subjects, ni alliés, sont coalliés, ou ennemis, ou neutres sans alliance, ni hostilité: et tous generalmente, s'ils ne sont subjects, soyent alliés, coalliés, ennemis, ou neutres, sont estrangiers*, Jean BODIN, *Les six livres de la République* (1576), texte revu par Christian FRÉMOND, Marie-Dominique COUZINET, Henri ROCHAIS (Corpus des œuvres de philosophie en langue française), Paris 1986, livre I, p. 160.

titutions, et de définir des notions comme celle de citoyenneté ou de sujétion qui donnent un statut au simple régnicole; la notion d'extériorité est creuse juridiquement, en revanche, en donnant au droit romain une sorte de validité extérieure, en le réservant aux relations extérieures, on le différencie des processus aussi liés à la communauté que le sont les alliances; le modèle B fonctionne sur le pivot d'une formulation magistrale de cette extériorité lorsqu'à la suite de Du Moulin, Bodin distingue droit des fiefs et droit romain à l'égard du terme de protection dont il va démontrer que son emploi *dans les traités* change le sens: »protection«, dit-il, ne doit pas être compris à partir de la langue du vasselage, de l'assujettissement, mais rapporté dans les traités à la notion de »confédération«, laquelle comme en témoignent les Pandectes, ne peut être qu'entre étrangers, et en principe entre seigneuries souveraines. Ainsi lorsque de communauté, l'alliance devient la marque de l'altérité, c'est un premier pas vers la création des relations externes.

L'absolutisme enferme le domaine (résiduel) féodal à l'intérieur de chaque entité, pour le subsumer, et traite comme domaine animé d'une logique à part les relations entre entités, ce qui laisse le champ libre à la méthodologie diplomatique chargée de mettre au point un langage distinct du langage dynastique. Ce partage des tâches repose sur l'*auto-référence*, qui se substitue à la comparaison dans le modèle B.

VII. Conclusion

C'est en maître de la méthodologie historico-philologique que Bodin la trahit. Car il fait partie du mouvement qui, dans les années 1560 rejette la validité du droit romain pour les *estats présents* et cherche à mettre en évidence, à distiller à partir du fourmillement des droits, un »droit public«. De cet anti-romanisme dont Hotman (qui présente le droit romain comme un tyran dans son *Anti-Tribonien*) est porte-parole avec Du Moulin, qui tente de saisir la cohérence des coutumes, avait jailli l'évidence comparatiste qui avait été également celle du projet originel de Bodin. Il y allait de la mise en valeur des institutions de ces *estats présents* si proches les uns des autres qu'il semble, comme le dit René Choppin, qu'ils aient un droit commun et que, comme l'a énoncé Jean Moreau-Reibel, cette conscience d'une communauté se soit perdue¹⁶. Au lieu

¹⁶ »L'évolution des régimes sociaux et politiques à l'ouest et au centre est de l'Europe apparaît de plus en plus divergente, mais encore toute proche d'un fonds commun«, Jean MOREAU-REIBEL, *Un tournant de la pensée politique en Pologne (XV^e-XVI^e s.)*, essai d'interprétation comparative, dans: *Revue internationale d'histoire politique et constitutionnelle*, Paris (pièce non datée), p. 224-235, ici p. 235.

et place de cette *communauté* entre diverses variantes d'un même État, Bodin propose la publicité du cadre des relations externes comme modèle toujours virtuel d'une *confédération* entre étrangers, confédération »européenne«, jamais réalisée.

Si le modèle B s'est imposé, c'est sans doute parce que le modèle H ne contenait pas un tel potentiel d'universalisation¹⁷: faisant dépendre l'Europe de l'histoire politique et non du droit romain, il n'avait pas ce que le modèle B offrait, la construction à partir de l'Europe et de ses valeurs, de relations internationales abstraites, d'une logique à même de s'adapter à l'extension planétaire de l'Europe et à sa mondialisation: le droit des gens¹⁸.

Deutsche Zusammenfassung

Im Mittelpunkt des Beitrags steht das Verhältnis des absolutistischen juristischen Diskurses zu der von den Vertretern der französischen humanistischen Rechtsschule des 16. Jahrhunderts zur Blüte gebrachten komparatistischen Analyse staatlicher und rechtlicher Strukturen, als deren einflussreichster Vertreter François Hotman vorgestellt wird. Das von Hotman und anderen Autoren der humanistischen Rechtsschule verfolgte Projekt, in Abgrenzung gegen das überkommene römische Recht im Wege der Vergleichung ein allen europäischen Staaten der Zeit gemeinsames Verfassungsrecht herauszuarbeiten (Modell H), ist der These des Beitrags zufolge im absolutistischen Diskurs zunehmend zurückgedrängt, ja verdrängt worden.

Maßgeblich für diese Entwicklung sei Bodins Republik, deren Argumentation (Modell B) als »Verrat« an der historisch-philologischen Methode der humanistischen Rechtsschule gedeutet wird. Während Hotman und andere humanistische Juristen die bestehenden Staaten Europas als Varianten ein und desselben Staatstyps gedeutet hätten, habe das von Bodin geprägte absolutistische Staatsverständnis die Selbstbezogenheit und Unvergleichbarkeit des Monarchen und seines Staates in den Mittelpunkt gerückt – ein Modell, das sich schließlich weltweit durchgesetzt habe.

¹⁷ Une universalisation qui est la marque, cette fois, du processus d'abstraction par lequel passe le savoir politique, juridique et historique.

¹⁸ Comme l'a montré Albert CREMER, La genèse du droit des gens moderne et la conscience européenne: Francisco de Vitoria et Jean Bodin, dans: La conscience européenne au XVI^e et au XVII^e siècle. Actes du colloque international organisé à l'École nationale supérieure de jeunes filles (30 septembre–3 octobre 1980), Paris 1982, p. 87–102.